



BRÉSIL 2018/2022 : UNE DÉMOCRATIE PRÉCARISÉE

Jean-Jacques KOURLIANDSKY¹

Au moment de la rédaction de ce texte, nous ne savons pas l'issue des élections brésiliennes des 2 et – peut-être – du 30 octobre 2022, s'il y a un deuxième tour. Le rendez-vous est important, comme dans tout pays démocratique. Mais celui-là a une portée et un sens plus décisifs qu'à l'habitude. Le président sortant, Jair Bolsonaro, est candidat. Or les quatre années de sa mandature, de 2019 à 2022², ont été exceptionnellement difficiles, pour la démocratie et le quotidien des citoyens les plus pauvres. La victoire annoncée du candidat Luis Inácio Lula da Silva, président du Brésil de 2003 à 2010, en tête des intentions de vote de janvier à septembre 2022, pourrait-elle ouvrir la voie d'une restauration démocratique ? Ses deux mandatures ont en effet consolidé l'esprit des lois, la mise en œuvre de tous les aspects prescrits par la Constitution de 1988.

Pour autant doit-on, peut-on, en admettant que le candidat Lula soit effectivement élu, considérer que cette victoire permettrait de réparer l'ordre démocratique abîmé par le chef d'État sortant ? Ne pourrait-on pas analyser les années Bolsonaro comme celles, moins anormales qu'il y paraît, de la reprise d'un temps long, à peine corrigé par les présidences de Luis Inácio Lula da Silva, temps d'une « vie démocratique » tissée d'épisodes liberticides ?

1. Directeur de l'Observatoire Amérique latine de la Fondation Jean Jaurès. Chercheur associé à l'Iris (Institut de relations internationales et stratégiques). Editorialiste de la plate-forme Nouveaux Espaces Latinos.

2. Élu le 28 octobre 2018, Jair Bolsonaro est entré en fonction le 1^{er} janvier 2019. Le vainqueur des élections des 2 et 30 octobre 2022, entamera son mandat présidentiel le 1^{er} janvier 2023.



2019 À 2022, QUATRE ANNÉES D'INCERTITUDES DÉMOCRATIQUES

Magistrat et essayiste politique, Rubens Casara, a défini les années Bolsonaro, comme celles d'un projet en « rupture des règles démocratiques », (...) accoucheur « d'un monstre néo-libéral ultra-autoritaire³ ». Les conditions d'élection du président Jair Bolsonaro et sa campagne électorale, en 2018, annonçaient un futur démocratique à la Potemkine. Le relevé des déficits républicains constatés de 2019 à 2022 est en effet démonstratif de glissements d'une érosion progressive de l'État de droit. Les éléments de cette dégradation des droits et libertés ont répondu à une mise forme théorique qui en a démultiplié l'impact politique, et social.

Le Brésil tout au long de la période est resté un État doté de ses pouvoirs et contre-pouvoirs démocratiques. Mais si les règles constitutionnelles ont été formellement préservées, une lecture manipulatrice de l'État de droit a été mise en application. Le calendrier de la consultation de 2018 a été respecté. La campagne s'est déroulée dans les délais fixés par la loi. Le scrutin n'a pas été contesté. Organisé selon les modalités du vote électronique⁴ en vigueur depuis 1996, il a été supervisé par le Tribunal Supérieur Electoral (TSE), créé par les Constituants de 1988⁵. Pourtant cette consultation a laissé un goût d'amertume démocratique. Jair Bolsonaro a refusé de débattre, de façon contradictoire, avec ses adversaires. Il a fait campagne sur WhatsApp et les réseaux sociaux. Non pour présenter son programme, mais pour saper la crédibilité éthique de ses concurrents, et plus particulièrement celle de Fernando Haddad, candidat du PT. Des messages violents, grossiers parfois, et inexacts, ont par leur caractère massif, donné une légitimité universelle à ce qui relevait de la désinformation organisée. Si toutes les formations politiques avaient pu en 2018 présenter des candidats, le principal parti d'opposition, le Parti des Travailleurs, le PT, avait été contraint de chercher un substitut à l'ex-président Luiz Inácio Lula da Silva. Candidat en tête des sondages, jugé et condamné dans des délais inhabituellement courts, il a été incarcéré le 7 avril 2018, moins de cinq mois avant la consultation. Le 11 septembre 2018 le TSE l'a interdit de candidature et d'expression publique. Mis en examen pour corruption, il a été remis en liberté, un an plus tard, après la présidentielle, et innocenté. L'arrestation, le procès, la condamnation ont été accompagnés d'une campagne médiatique massive, présentant l'ex-président, ses collaborateurs et son parti, inventeurs et acteurs d'un réseau mafieux, coupables dès leur mise en examen.

La campagne présidentielle 2022 répond à un schéma a-démocratique identique. Jair Bolsonaro ne remet pas en cause les élections présidentielles. Il conteste leur transparence, et donc leur faisabilité. Le président sortant

3. R. Casara, Le Brésil à l'heure du monstre Béhémoth, in « Brésil 2022 : Bicentenaire et présidentielles, un rendez-vous citoyen ambigu », J.-J. Kourliandsky (coord.), Nouveaux Espaces Latinos, n°310, janvier-mars 2022, p. 17.

4. L'« Urna eletrônica » ou « coletor eletrônico de voto », a été utilisée pour la première fois aux municipales de 1997.

5. Articles 118 à 121 de la Constitution.



a depuis juillet 2021, un peu plus d'un an avant la présidentielle d'octobre 2022, signalé de façon répétée ses doutes sur la fiabilité du scrutin électronique. Il demande un retour au vote par bulletins en papier. Plusieurs généraux ont relayé de façon publique le point de vue du président. Selon le quotidien *O Estado de São Paulo*, le général Walter Souza Braga Netto l'aurait confirmé en juillet 2021 aux présidents du Congrès et du Sénat. Les Forces Armées ont de la sorte ont, de la sorte, obtenu que l'un d'entre eux, le général Heber Garcia Portella puisse être membre du TSE. Cet officier lui a présenté 88 indices de fragilité électorale, identifiés entre octobre 2021 et avril 2022. Le ministre de la Défense, le général Paulo Sergio Nogueira, a demandé au TSE de bien vouloir publier les « conseils » donnés par l'officier supérieur siégeant en son sein. Le président Bolsonaro est revenu à la charge, le 27 avril 2022, indiquant, « je ne suis pas seul à (présenter des critiques), Sénat et Chambre vont être saisis ». Le 5 mai 2022 il a pris à partie le TSE qui « cacherait à la population les suggestions des Forces Armées ». Avant d'annoncer que son parti, le parti libéral, (PL), allait demander un audit à une entreprise privée sur la transparence électorale et les risques de fraude.

Cette mandature a dès le premier jour appliqué un projet de régression sociale s'appuyant sur la perpétuation des priviléges, sous couvert d'ordre moral et de foi en un Dieu régénératrice. Une sorte de catéchisme synthétisant la nouvelle parole officielle a fait l'objet de plus de 36 éditions. Son auteur, Olavo de Carvalho, a été le gourou quasi officiel des deux premières années du mandat de Jair Bolsonaro⁶. Sans surprise dès le 1^{er} janvier 2019, premier jour de sa mandature, l'ex-capitaine a gouverné matérialisant l'esprit d'hérésie démocratique « rodé » pendant sa campagne électorale.

« Dieu au dessus de tout », ce mot d'ordre figurait en bonne place sur le programme⁷ de Jair Bolsonaro justifiant auprès des électeurs les plus défavorisés la déconstruction de la démocratie sociale inscrite dans la Constitution de 1988. Les principes fondateurs de la démocratie gardent en théorie leur prééminence mais la parole présidentielle en donne une interprétation, dissonante et métaphysique. Le candidat Jair Bolsonaro avait centré sa campagne 2018 sur la nécessité de remettre le Brésil sur le bon chemin en écartant un parti, le PT, coupable de corruption, et d'avoir mis le pays sur le chemin du « Mal ». Cette dimension morale a été relayée par les différents courants du protestantisme pentecôtiste, en particulier des défenseurs de la théologie de la prospérité. Jair Bolsonaro, d'origine catholique, baptisé, a spectaculairement mis en scène cette convergence en renouvelant sa profession de foi, le 12 mai 2016, dans les eaux du Jourdain, oint par un pasteur évangéliste de l'Assemblée de Dieu, Everaldo Pereira, député PSC.

6. O. de Carvalho, « O minimo que Você precisa Saber por não Ser um Idiota », Rio de Janeiro/São Paulo, 2018, 36^e édition.

7. « Brasil acima de tudo/Deus acima de todos » (Le Brésil au dessus de tout/ Dieu au dessus de tous)/ « E conhecereis a verdade e a verdade vos libertará » (Vous connaîtrez la vérité, et la vérité vous libérera) (Jean 8 :32)/O Caminho Da Prosperidade/Bolsonaro 2018 (Le chemin de la prospérité/Bolsonaro 2018).



Cette cérémonie politique a été diffusée sur YouTube. Le soir de sa victoire électorale, le 28 octobre 2018, Jair Bolsonaro est apparu sur les écrans avec la Constitution d'une main, et la Bible de l'autre. Son programme qui faisait explicitement référence à l'évangile de Saint Jean, a été commenté dans une exégèse insolite faite le 2 janvier 2019 à l'intention des personnels de l'« Itamaraty », le ministère brésilien des Affaires Étrangères, et des ambassadeurs étrangers en poste à Brasilia, par le nouveau responsable des affaires extérieures, Ernesto Araújo. « Je souhaiterais commencer par cette phrase absolument fondamentale pour qui veut comprendre ce qui se passe aujourd'hui au Brésil. Je vais vous le dire sous une forme différente de ce que vous entendez d'habitude. Gnosesthe ten aletheian kai he aletheia eleutherosei humas. « Vous connaîtrez la vérité et la vérité vous libérera ». Ce propos biblique a fait l'objet d'une exégèse suivie par la lecture *in extenso* de l'Ave Maria en langue tupi⁸. Le portefeuille de la femme, de la famille et des droits humains, a été confié de façon significative à une femme pasteur évangéliste, Cristiane Britto, nommée à ce poste avec rang de ministre d'État.

Ce moralisme a été également approuvé par ceux que l'on appelle au Brésil, « classes moyennes ». Elles représenteraient, en France et en Europe, les couches supérieures des catégories moyennes. Soit pour le sociologue brésilien, Jessé Souza, les 20% de la population bénéficiant d'un patrimoine et/ou d'un accès privilégié « à la connaissance génératrice de valeur⁹ ». Elles ont voté Jair Bolsonaro en octobre 2018. Ces populations avaient plébiscité le retour de la démocratie, la libéralisation sociétale que laissait envisager la victoire de Lula en 2002. Très présentes dans l'État de São Paulo, dans le sud du pays, elles ont donné en 2002 à Lula les suffrages lui permettant de l'emporter. La politique active de Lula en faveur des « gros », les groupes agro-exportateurs, son attention particulière à l'égard des plus déshérités, au Nord-Est du pays, a laissé orphelines ces couches moyennes. Elle a mal vécu les quotas créés pour permettre l'accès à l'université publique d'étudiants issus de milieux pauvres, autochtones, et afro-descendants, l'amendement constitutionnel adopté sous la présidence de Dilma Rousseff en 2013 accordant des droits sociaux aux personnels domestiques, la loi adoptée en 2015 validant ces nouveaux droits. Ces catégories jouissaient jusque là de priviléges considérés comme naturels et exclusifs : une formation de qualité permettant de monopoliser, selon le sociologue brésilien Jessé Souza, « le capital culturel »¹⁰, et de capter les meilleurs emplois, la mise à disposition de millions de femmes de ménage mal payées et non déclarées, le bénéfice social valorisant d'une ségrégation de fait dans les aéroports et

8. Discurso do ministro Ernesto Araujo durante cerimônia de Posse no Ministério das Relações Exteriores-Brasilia, 2 de janeiro de 2019 (<http://www.itamaraty.gov.br/pt-BR/discursos-artigos-e-entrevistas-categoria/ministro-das-relacoes-exterieiros-discursos/19907-discurso-do-ministro-ernesto-araujo-durante-cerimonia-de-posse-no-ministerio-das-relacoes-exterieiros-brasilia-2-de-janeiro-de-2019>)

9. J. Souza, « A classe Media no Espelho », Rio de Janeiro, Estação Brasil, 2018, pp. 16-23.

10. In J. Souza, « Subcidadiana Brasileira », São Paulo, Leya, 2018, p. 22.



les centres commerciaux. La crise de 2013 a sanctionné leur rupture avec un PT qui les déclassait et ne leur avait donné aucun avantage salarial ou autre. Ces catégories ont voté PSDB en 2014, puis Jair Bolsonaro en 2018. Cette volte-face collective a été justifiée par l'urgence de l'honnêteté. Lula et le PT, seraient tombés dans une corruption jamais vue jusque là au Brésil, tournant le dos aux valeurs qui étaient les leurs. Ce point de vue était d'autant plus partagé que la presse encore lue par ces catégories, quotidiens comme hebdomadaires, a fait de la surenchère médiatique, autour d'affaires vraies ou montées de toute pièce ciblant Lula et le PT, et passant sous silence les turpitudes du camp opposé.

Une démocratie de marché aux retombées sociales brutales a été mise en œuvre sous la férule de la justice, des Forces Armées et des polices militaires. Leur rugosité a été arrondie par la diffusion massive de vecteurs symboliques de domination, opportunément « servis » par les pasteurs pentecôtistes, très présents dans les quartiers populaires, apôtres de la théologie de la prospérité, et défenseurs de l'ordre moral le plus traditionnel. Jair Bolsonaro et ses équipes ont repris à leur compte le combat de ces pasteurs contre les enseignants imprégnés de « marxisme culturel », porteurs, selon eux, d'idéologies socialement dissolvantes, contraires aux valeurs de la famille et des libertés individuelles, valorisant l'homosexualité, le féminisme, l'antiracisme séparatiste. Jair Bolsonaro avait dès sa campagne électorale, le 29 août 2018, sur TV Globo, accusé son adversaire PT, Fernando Haddad, d'avoir encouragé l'homosexualité, en diffusant dans les écoles, étant ministre de l'éducation, la bande dessinée de Zep, « le guide du zizi sexuel », baptisé « kit gay » par l'ex-capitaine. Parallèlement et de façon anonyme, le 25 août 2018 sur les réseaux sociaux circulaient les images d'un biberon à la tétine en forme de pénis, qui selon la légende de ces images auraient également été distribués dans les maternelles sur ordre de l'ex-ministre de l'Éducation, Fernando Haddad. Ces images ont été à nouveau diffusées, de façon tout aussi anonyme, en 2021.

Jair Bolsonaro a tenu des propos antiféministes et racistes. En campagne électorale, le 4 avril 2017, il avait par exemple, publiquement, ironisé sur sa fille, signalant « qu'il avait cinq enfants, quatre garçons, et fruit d'une faiblesse, une fille ». Au delà de propos misogynes, il a de façon directe attaqué les droits des femmes. Il a par exemple opposé son droit de veto le 7 octobre 2021 à un projet de loi prévoyant, notamment, de distribuer des serviettes hygiéniques auprès d'élèves adolescentes du service public¹¹.

Les institutions destinées à protéger les plus démunis, la Fondation Palmares pour les afro-descendants, la FUNAI (Fundação Nacional do Índio), pour les autochtones, ont été maintenues, mais leur logiciel a été révisé, de façon à effacer le programme de leur vocation première. Concernant la FUNAI, l'Institut d'Études Socioéconomiques, (Inesc), et

11. B. Meyerfeld, Au Brésil, le veto de Bolsonaro à une loi d'aide aux femmes les plus pauvres suscite l'émoi, *Le Monde*, 16 octobre 2021, p. 6.



l'Association des Indigénistes Associés (Ina)¹² ont dressé un état des lieux résumé de la façon suivante : la FUNAI est devenue une fondation anti-autochtones. Le président de la FUNAI, est un policier, 24 des 39 coordinations régionales sont occupées par des militaires. La nouvelle équipe dirigeante, selon les auteurs du rapport, « s'est alignée sur les syndicats et associations de propriétaires et producteurs ruraux », contestant « les droits acquis par les peuples indigènes ». La démarcation des territoires indigènes a été ralentie. 12,7 millions de Reais d'indemnisations ont été versés aux propriétaires spoliateurs, expulsés des terres ne leur appartenant pas.

Le président nommé par Jair Bolsonaro, pour présider la Fondation Palmares, Sergio Camargo, journaliste, noir, a déclaré que « l'esclavage bien que terrible a été porteur de bénéfices (...) Les noirs du Brésil vivent mieux que les noirs d'Afrique¹³ ». Ce contexte a validé et généralisé, ce qu'un journaliste a qualifié de « racisme officiel¹⁴ ». Le 4 avril 2017, le candidat présidentiel, Jair Bolsonaro, avait pris à partie, « les noirs des communautés issues du marronnage, qui ne servent à rien, même pas à procréer¹⁵ ». Paroles et actes racistes ont ainsi été libérés jusqu'au sein du Parlement. Le député Coronel Tadeu, membre du PSL, a vandalisé en 2019 l'exposition organisée dans les couloirs de la Chambre législative, intitulée, « Trajetorias Negras Brasileiras ».

À partir de ces présupposés moraux, un nouvel ordre politique a recadré les institutions. Les principes d'équilibre entre pouvoirs, la nécessité de contrepouvoirs ont été contestés. Le moins d'État professé a très vite été mis en vigueur. Le Journal Officiel a publié le 8 mai 2019, quatre mois et une semaine après la prise de fonction de Jair Bolsonaro, un décret supprimant 55 organismes de liaison et de contact avec la société, créés entre 2003 et 2017¹⁶. La Justice après avoir été instrumentalisée a repris une certaine indépendance, mais elle est en permanence soumise aux pressions convergentes du chef de l'État et des Forces Armées. Le juge Sergio Moro, qui a condamné l'ex-président Lula, incarcéré quelques semaines avant les présidentielles, a fait dès le 1^{er} janvier 2019, son entrée au gouvernement comme ministre de la Justice. Il a été présenté alors, comme une sorte de « Zorro », bras exécutif du « Bien », tombant sur le PT et Lula, coupables de turpitudes incarnant la représentation du « Mal ». La Loi de Sécurité Nationale¹⁷, héritée de la dictature militaire, tombée en désuétude, a été considérée comme légitime pour justifier l'arrestation de manifestants depuis 2020. Elle donne à la justice militaire (dans son article 30)

12. Voir M. Verenicz, Dossiê mostra como o governo Bolsonaro transformou a Funai em uma fundação anti-indígena, *Carta Capital*, 13 juin 2022.

13. In, N. Galarraga Gortazar, *El País*, Madrid, 18 septembre 2021, p. 10.

14. R. Martins, Racismo oficial, *Carta Capital*, n°1082, 27 novembre 2019, pp. 32/35 et M. da Vila, Eu Vagabundo, *Veja*, n°2664, 11 décembre 2019, pp. 78/79.

15. In <https://www.pragmatismopolitico.com.br/2017/04>

16. In *Jornal do Brasil*, 8 mai 2019.

17. La LSN, n°7170/83, date du 14 décembre 1983.



compétence pour condamner toute personne « ayant altéré l'ordre politique et social » ou suspect de « violence entre classes sociales » (article 22).

La prééminence de la loi du plus fort a été régulièrement rappelée. Le président, a valorisé les valeurs viriles. La contestation sociale, manifestations ou délinquance, a été contenue avec le soutien « viril » de l'armée et des polices, piliers fondamentaux de cette démocratie musclée. Le port d'armes considéré comme un droit fondamental a été encouragé, 20 décrets flexibilisant le port d'armes ont été adoptés en 2019 et 2020. Résultat en 2020, selon la BBC, 186 071 nouveaux permis ont été délivrés¹⁸. « Si le Christ n'avait pas de pistolet », a-t-il dit le 15 juin 2022 à Brasilia, « c'est qu'à l'époque il n'y en avait pas » (...). « Que celui qui n'a pas d'épée », a-t-il ajouté, citant l'évangile de Luc, « vende son manteau, pour en acheter une »¹⁹. Un rôle central pour les fonctionnaires en armes a été affirmé. Les militaires ont retrouvé une place prééminente dans le fonctionnement de l'État. Député, le 17 avril 2016, Jair Bolsonaro, avait justifié son vote de destitution de la présidente Dilma Rousseff, en revendiquant le rôle exemplaire joué par un officier tortionnaire de l'époque dictatoriale, Carlos Alberto Brilhante Ustra. Président il a présenté à chaque anniversaire du coup d'État du 31 mars 1964, cet acte des Forces Armées comme un événement positif pour le Brésil. Le 7 mars 2019, à l'occasion du 211^e anniversaire du corps des fusiliers marins, à Rio, Jair Bolsonaro a déclaré que, « La démocratie et la liberté ne peuvent exister sans l'approbation des Forces Armées ». Propos repris depuis en de multiples manifestations publiques. Par exemple le 19 avril 2022, jour des Forces Armées, Jair Bolsonaro a réaffirmé que les militaires « sont là, et savent ce qu'ils ont à faire. Ils savent ce qui est bon pour le peuple et pour le pays. Ils participent activement à la garantie des Lois et de l'Ordre ».

L'espace occupé par les représentants des Forces Armées a été consolidé au fil des mois. En février 2020, sur 22 membres, le cabinet comptait neuf hauts gradés²⁰. 2 500 soldats serviraient à des postes de direction au sein de l'administration publique, début 2020²¹. La Cour des Comptes brésilienne, (ou TCU), dans une estimation porte ce chiffre à 6 157. Cet espace a été élargi pendant la pandémie du coronavirus, ce sont des généraux qui ont à ce moment là occupé le ministère de la Santé. Cette extension du domaine « kaki » dans l'administration publique selon une étude de l'Ipea (Institut de recherche économique appliquée), a été facilitée, par l'adoption de huit normes éditées de 2019 à 2021 autorisant le passage du fonctionnariat militaire au civil²².

18. BBC News Brasil, 15 juillet 2021. <https://www.bbc.com/portuguese/brasil>

19. Evangile de Luc, chapitre 22, verset 36, in « Jornal do Brasil », 15 juin 2022

20. In, N. Galarraga Gortazar/A. Benites, « El País », 15 février 2020, p. 3.

21. In, B. Meyerfeld, Le Monde, 29-30 mars 2020 p. 20 ; et A. Ferraz, Carla Bridi, M. Lara, T. Monteiro, T. Kruse, Mapa dos militares : onde estão os representantes das Forças armadas no governo Bolsonaro, 2 mars 2019, <https://www.estadao.com.br>

22. A-L Basilio, Pesquisadora critica aumento de militares em cargos civis sob Bolsonaro ; « Disfunção da democracia », Carta Capital, 30 mai 2022.



Les polices ont eu toute latitude pour affirmer la défense de l'ordre public avec des armes létales. Le Brésil est, hors pays en guerre, celui qui compte le nombre de morts violentes le plus élevé au monde. 47 503 homicides ont été enregistrés en 2021, soit 20,4% du total planétaire. 6 145 de ces personnes sont tombées sous les balles de la police. Les victimes sont à 84,1% de jeunes hommes noirs²³. Les frontières entre polices et délinquance sont devenues de plus en plus ténues, en particulier à Rio de Janeiro. Les milices, groupes organisés spécialisés dans les extorsions de fonds, dans les quartiers périphériques²⁴, commettent leurs méfaits dans l'impunité, en raison de leur composition, – principalement des policiers, pompiers, et gardiens de prison. L'enquête judiciaire, et les investigations de certains journalistes, visant à identifier les assassins de la conseillère municipale de Rio, Marielle Franco, ont mis en cause de façon convergente l'entourage immédiat de Jair Bolsonaro.

Cette institutionnalité démocratique minimale, est le reflet du nouveau rôle de l'État gendarme, des esprits et de l'ordre social. Le libre-échange étant la règle la puissance publique a reconstruit sa place de régulateur économique et social. Olavo de Carvalho a exprimé comme suit le fil conducteur du président et de son gouvernement : « L'obligation morale faite aux riches d'aider les pauvres (...) n'a jamais voulu dire que les pauvres ont un « droit » à être aidés »²⁵. D'autres auteurs ont donné des points de vue « objectifs » sur les raisons économiques et morales validant la nécessité de mettre un terme à l'extension de l'État régulateur, et de l'étatisme²⁶.

Un libéral « pur sucre », Paulo Guedes, a été nommé ministre de l'Économie. Il a engagé le pays sur la voie de la concurrence, de l'austérité budgétaire et d'un État minimal. Celui-ci s'est dessaisi de nombreux actifs : La Poste, Electrobras, (l'équivalent brésilien de l'ex EDF), 22 aéroports, 5 terminaux portuaires, 537 km de chemins de fer, les autoroutes, 22 champs pétroliers et deux raffineries appartenant à Petrobras. Les préoccupations environnementales mises en œuvre, bien que modestes, ont été pour l'essentiel abandonnées. Dès 2019 la ministre de l'Agriculture, Cristina da Costa, a autorisé l'utilisation de 239 pesticides, répondant ainsi à une demande pressante des agro-exportateurs. La déforestation de l'Amazonie a pris une tournure accélérée, le 19 août 2019, les éleveurs ont marqué leur terrain, en organisant au vu et au su de tous, dans le Pará, une « journée du feu ». La réaction de Jair Bolsonaro à ces déboisements incendiaires est de laisser-faire. Le 20 novembre 2019, devant la résidence présidentielle, il a tenu les propos suivants : « On ne peut rien faire contre le déboisement,

23. Chiffres du 16^e Anuario Brasileiro de Segurança Pública (dans la presse brésilienne du 5 juillet 2022).

24. Voir B. Paes Manso, « A República das milícias dos esquadrões da morte à era Bolsonaro », São Paulo, todavia, 2020.

25. In op. cité note 5, p. 84.

26. Par exemple le livre écrit par un économiste conseiller du secteur agro-exportateur brésilien, J-Y Carfantan, « Brésil, les illusions perdues », Paris, ed. François Bourin, 2018.



ni contre les mises à feu, c'est culturel²⁷ ». 11 000 km² de forêt ont été détruits de novembre 2019 à novembre 2020²⁸. Les réserves indiennes ont été contestées au nom d'une exploitation des ressources naturelles et d'une agro-industrie, aux retombées économiques présentées comme bénéfiques. Les défenseurs de l'environnement, les plus actifs, ont été victimes d'agressions, voire de crimes, le plus souvent restées impunis. L'assassinat en Amazonie, le 5 juin 2022 d'un activiste indigéniste, Bruno Araujo Pereira, et d'un journaliste britannique, Dom Philipps, est le dernier d'une longue liste. De 2009 à 2019, a signalé Human Right Watch, 300 défenseurs brésiliens de l'environnement amazonien ont été assassinés. Seuls 14 cas ont été élucidés²⁹.

La population pauvre a été laissée aux bons soins de ses pasteurs. Les avancées sociales ont été remises en question. Les bénéficiaires de la Bourse familiale, (Bolsa Familia), mesure phare du gouvernement Lula, ont été dès 2019 moins nombreux. Le quotidien espagnol *El País* avait enquêté et signalé que 1,7 millions de personnes ayant droit, auraient été oubliés par le dispositif aux mêmes dates³⁰. Le programme, en raison de ses origines politiques, a été supprimé le 9 novembre 2021. Il a été officiellement remplacé par *Auxilio Brasil* pour une durée d'un an, c'est-à-dire jusqu'aux élections de 2022. Le marché de l'emploi s'est qualitativement dégradé. L'informalité a progressé, et a fait un bond à la suite de la pandémie du coronavirus. Une réforme des retraites a été adoptée, exigeant un nombre d'anuités plus élevées. La malnutrition et même la famine ont fait un retour que l'on pensait impossible. Les estimations de la FAO, et ceux des instituts privés, « Red Pensan » et « Alimento para la Justicia », diffèrent. La fourchette va de 3,5% à 15% de la population. Mais les trois organisations en valident la réalité³¹. La pandémie du coronavirus a fait la démonstration concrète de l'abandon de la population par ses autorités responsables. La CEPALC (Commission Economique des Nations Unies pour l'Amérique latine et la Caraïbe) en a fait un compte-rendu documenté³². Le Président a nié pendant plusieurs mois la réalité de la pandémie, forçant plusieurs de ses ministres de la Santé à la démission³³. Au 5 juillet 2022, 672 101 personnes étaient déjà mortes de cette maladie³⁴. Ce chiffre est cohérent avec le point de vue qu'il avait exprimé au début de la crise sanitaire à Bagé, dans l'État de Rio

27. G. Uribe, R. Della Coletta, M. Moreira, Desmatamento é cultural e não vai acabar, diz Bolsonaro, Folha de São Paulo, 21 novembre 2019 PB5.

28. B. Meyerfeld, Amazonie : la déforestation au plus haut depuis 2008, *Le Monde*, 3 décembre 2020, p. 9.

29. In *El País*, 17 septembre 2019, p. 24.

30. M. Rossi/A. Benites, El ocaso del plan que redujo la miseria en Brasil, *El País*, 4 février 2020, p. 8.

31. N. Galarraga Gortazar, La pesadilla de acostarse sin cenar vuelve a Brasil, *El País*, 31 janvier 2022, p. 8.

32. Par exemple dans CEPALC, « Los impactos socio-demográficos de la pandemia de Covid-19 en América Latina y el Caribe », Santiago, juillet 2022.

33. Voir C-A. Calejon Ibrahim, « Tempestade perfeita. O bolsonarismo e a sindemia Covid-19 no Brasil », São Paulo, Contracorrente, 2021.

34. In Worldometer/Coronavirus/World/Countries/Brazil



Grande du Sud : « Ces morts sont bien malheureuses. Mais tous les jours beaucoup de gens meurent pour toute une série de raisons. C'est la vie, c'est la vie. (...) Vous allez tous l'avoir un jour ou l'autre (...) Vous avez peur de quoi ? Faites face³⁵ ».

UN HORIZON ÉLECTORAL OBÉRÉ PAR LE RÉVEIL DE RÉDUCTEURS DÉMOCRATIQUES HISTORIQUES

La course présidentielle 2022 est un parcours d'obstacles pour ceux qui veulent restaurer les valeurs et usages démocratiques. Un passif historique a été réhabilité par Jair Bolsonaro. Il a pour reprendre la formulation du sociologue brésilien, Florestan Fernandes, ravivé « les persistance du passé »³⁶. Toutes choses ayant généré un climat d'incertitude démocratique porteur d'instabilités pour demain. La question posée, et sans réponse évidente, est celle de savoir si la présidence Bolsonaro peut être vue comme une parenthèse entre deux périodes d'ouverture démocratique. Ou si au contraire les présidences du PT seraient des périodes dérogatoires que l'inertie traditionnelle, est en mesure d'absorber, quel que soit le candidat prenant ses fonctions le 1^{er} janvier 2023.

Jair Bolsonaro a réactualisé une forme de démocratie limitée qui vient de loin. Le président sortant a rebranché un esprit des lois, élitiste et ségrégateur, mis entre parenthèse, à la fin de la dictature militaire³⁷, antérieur à la démocratisation de 1985. La « Nouvelle République », fait aggravant, avait réhabilité des pratiques démocratiques restreignant le vote, héritées de l'Empire et de la « Vieille République ». En 1887 seuls 5,6% des Brésiliens avaient le droit de voter. Ils étaient 13,4% en 1945³⁸. La Constitution de 1988 a bien instauré le suffrage universel, en levant l'interdit écartant les analphabètes. Mais elle a créé un tissu d'intérêts particuliers, cristallisés par des formations à faible densité idéologique. Beaucoup sont le « cache sexe » d'aventures personnelles, de localismes, ou pour reprendre la terminologie des années impériales et post-impériales, du « coronelismo »³⁹. Ces partis évoluent en fonction des intérêts mouvants de leurs « membres »⁴⁰. L'échange de services est la norme. Les alliances les plus diverses, et en apparence contradictoires, sont la règle. Les « membres » de ces partis pratiquent le nomadisme, en fonction de leur portefeuille. Au plus haut niveau de l'État, avait averti dès 1988, Sergio Henrique Hudson de Abranches, « le

35. In Paráiba Online, 31 août 2020. <https://www.paraibaonline.com.br/2020/08/bolsonaro-e-o-coronavirus>

36. In F. Fernandes, « O negro no mundo dos brancos », São Paulo, Global Editora, 2006, p. 104.

37. Le Brésil a été en dictature militaire de 1964 à 1985.

38. In J. Murilo de Carvalho, « Cidadania no Brasil. O longo caminho », Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 2011.

39. Militaire organisant les votes à l'époque impériale.

40. 32 étaient enregistrés auprès de TSE, le 30 juin 2022. <https://www.tse.jus.br>



présidentialisme de coalition est le dilemme institutionnel du Brésil »⁴¹. Ce système est porteur de corruption collective. Cibler le PT comme l'ont fait en 2016 certains magistrats, et les opposants du PT, présentait sans doute un intérêt électoral immédiat, mais relevait d'une désinformation assumée. Ce mode de vie électoral, parlementaire et politique, on l'a vu, est encore, ou toujours à l'ordre du jour en 2022. Donnant ainsi à un siècle de distance, une étonnante pertinence au propos acide, du romancier Lima Barreto, ciblant un Brésil nommé de façon romanesque, *Bruzundanga*. « A *Bruzundanga*, comme au Brésil », écrit-il, « tous les représentants du peuple, du conseiller municipal au Président de la République sont élus au suffrage universel, et là comme ici, il y a longtemps que les politiciens ont réussi à éliminer totalement du processus électoral, l'élément perturbateur qui constitue le vote⁴² ».

La culture politique du Brésil est marquée par le poids d'un passé élitaire, écartant de l'exercice du pouvoir et du partage des biens communs, une grande partie de la population, la plus pauvres, c'est-à-dire au Brésil, dans leur majorité, les afro-descendants. Le Brésil a été le pays ayant importé le plus de « bois d'ébène » dans les Amériques, environ 45% du total. L'esclavage n'a pas été supprimé après l'accession du pays à l'indépendance. Le Brésil a été le dernier pays des Amériques à le supprimer en 1888. Libérés, les esclaves ont été effacés de la mémoire collective. Les archives de la traite ont été brûlées sur ordre de Rui Barbosa, ministre des Finances, en 1890⁴³. Les affranchis abandonnés n'ont bénéficié d'aucune réinsertion. Un code du bien vivre, sans recours à quelque discrimination législative, a maintenu les noirs et métis à distance. À l'exception a écrit le sociologue brésilien, Florestan Fernandes, « du sexe et du football⁴⁴ ».

Une idéologie validant la hiérarchie raciale a, jusqu'aux années 1930, diffusé diverses théories visant soit à blanchir la population, soit à écarter ses éléments inassimilables. A partir des années Getúlio Vargas, l'Estado Novo, a proposé une autre lecture, celle d'un métissage heureux, ayant fabriqué un Brésilien cordial. Cette nouvelle idéologie nationale, a perpétué sous couvert d'une idéologie paternaliste les effets inégalitaires brutaux des régimes antérieurs. Elle hiérarchisait les rapports sociaux en fonction de la couleur de peau, en contournant l'étagement racial par ce que Florestan Fernandes, a qualifié, de « préjugé de prétendre ne pas en avoir⁴⁵ ». Le marqueur d'un passé familial esclavisé, est toujours actuel, générateur selon

41. S-H. Hudson de Abranches, *Presidencialismo de coalizao : o dilema institucional brasileiro*, Revista de Ciências Sociais, Rio de Janeiro, vol.31, n°1, 1988, pp. 5-34.

42. L. Barreto, « Os *Bruzundangas* », São Paulo, Martin Claret, 2009, p. 94.

43. Voir L. Moritz Schwarcz, « Racismo no Brasil », São Paulo, Publifolha, 2018, p. 48.

44. In F. Fernandes, « Integração do negro na sociedade de classe », São Paulo, Atica, 2008, p. 218, cité par J. Souza op. cité note 9, p. 227.

45. In F. Fernandes, op. cité noté, p. 41.



le sociologue brésilien Jesse Souza, d'un « racisme implicite » dont il a fait l'analyse dans son livre *A Elite do Atraso, Da Escravidão a Lava Jato*⁴⁶.

Les droits électoraux de ces populations ne leur ont été pleinement reconnus qu'en 1988. Les députés noirs élus au parlement brésilien en 2018, représentaient 24,4% du total⁴⁷. Les taux de pauvreté, la malnutrition, la famine, les logements précaires, les affectaient de façon massive. En 2018, 32,9% des noirs vivaient en dessous de la ligne de pauvreté. Ce chiffre pour les blancs était de 15,4%. En 2018 toujours, 9,1% des noirs étaient analphabètes contre 3,9% des blancs⁴⁸. De 1988 à 2016, avec une accélération de 2003 à 2016, les marginalisés ont acquis des droits particuliers leur permettant d'espérer un rattrapage égalitaire. Ces droits, sociaux, ont été corsetés budgétairement, et à terme remis en question par la proposition d'amendement constitutionnel (PEC) proposée en 2016 par le président par intérim, Michel Temer, après la destitution de Dilma Rouseff. Cette PEC, dite du plafond de dépenses (Teto de Gastos) gèle les dépenses de l'État à leur niveau 2016, jusqu'en 2036.

Les Forces Armées ont retrouvé un rôle majeur avec Jair Bolsonaro. Mais l'avaient-elles perdu ? Le « patriotisme militaire »⁴⁹ a légitimé dès l'Indépendance, l'existence d'un quatrième pouvoir, co-régulateur de la vie institutionnelle. Un maréchal d'empire, Deodoro da Fonseca, a envoyé en exil le souverain, Pedro II et proclamé la République, en 1889. Ce sont encore des militaires qui ont été au cœur de la « révolution » de 1930. C'est un général qui a été élu président de la République à la fin de la IIème guerre mondiale, Eurico Gaspar Dutra, mettant fin à l'Estado Novo, de Getulio Vargas. Ce sont des généraux qui ont pris le pouvoir et suspendu la Constitution en 1964. Ce sont encore des hauts gradés qui ont organisé le retour de la démocratie, assorti de garanties écartant toute remise en question de leurs avantages matériels, et la mise éventuelle en examen de ceux qui parmi eux auraient commis des crimes pendant la dictature. Le Club Militaire, association de gradés à la retraite, une fois la démocratie restaurée, a joué le rôle d'une autorité, écoutée, exprimant le point de vue des Armées. Peu avant l'accession de l'ex-capitaine, Jair Bolsonaro, à la magistrature suprême, les Forces Armées, par l'intermédiaire d'un message du général Eduardo Villa Bôas adressé le 3 avril 2018 au Tribunal suprême, lui ont « conseillé », de prendre ses responsabilités en rejetant le recours de mise en liberté présenté par les avocats de Luis Inácio Lula da Silva, afin de lui permettre de participer à la consultation présidentielle. Les magistrats ont alors confirmé l'incarcération de l'ex-président. Le commentaire,

46. J. Souza, « *A Elite do Atraso. Da Escravidão a Lava Jato* », São Paulo, Leya, 2018. La notion de « racisme implicite » figure dans « *Subcidadania Brasileira* », Leya, 2018.

47. Source « *Carta Capital* » n°1082, 27 novembre 2019, p. 35.

48. Source : IBGE, Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística, cité par « *Carta Capital* », n°1082, 27 novembre 2019, p. 35.

49. Voir M. Domingos Neto, *Patriotismo castrense*, pp. 13/36, in « *Os militares e a política* », Perseu, n°18, Ano 13, octobre 2019.



fait à la sortie de la dictature militaire, en 1987, par le professeur Eliezer Rizzo de Oliveira, de l'Université de Campinas, reste encore actuel. « La participation des militaires dans les processus de décision reste primordiale. Simplement elle n'est plus visible, elle est aujourd'hui plus discrète, fonctionnelle, efficace. L'appareil militaire joue un rôle de tuteur⁵⁰ ». Trente cinq ans plus tard, un juge du Tribunal fédéral supérieur, Luis Roberto Barroso, lui a fait écho, le 24 avril 2022. « Les Forces Armées », a-t-il dit dans une université allemande, « s'orientent vers la contestation et délibérément le processus électoral ».

Les polices, elles aussi ont traditionnellement exercé une influence importante. Par leur nombre. Le Brésil étant un État fédéral, comme l'Argentine, les États-Unis ou le Mexique, a, comme ses voisins de l'hémisphère occidental, trois niveaux de responsables de l'ordre public, fédéral, États et municipalités. Cet enchevêtrement ne facilite pas la gestion des questions transversales. Mais la population la plus démunie, quelle que soit la couleur des uniformes, est la victime principale de cette situation. Les polices font du maintien de l'ordre, parfois avec rudesse, par exemple pendant les grandes manifestations de 2013. Dans les favelas et les quartiers périphériques, la police tue. Le cas le plus médiatisé a été celui pendant la présidence intérimaire de Michel Temer, de l'assassinat, le 14 mars 2018 de la conseillère municipale de Rio de Janeiro, Marielle Franco. Militante féministe, noire et lesbienne, auteur d'un travail universitaire critique sur les Unités de Police de Proximité (UPP)⁵¹, elle enquêtait à ce moment-là sur le comportement des polices, et de la police militaire de Rio. Cet héritage, qui n'a pas été vraiment corrigé par les présidences du PT, a été toléré, couvert et parfois justifié, pendant les années Bolsonaro.

Les influenceurs de masse, grands groupes médiatiques, et les religions émotionnelles, ont eu depuis longtemps un impact de masse, orientant les esprits, en captant attention et temps disponible. Des groupes médiatiques, comme la Globo, ont modelé avec leurs feuilletons le sentimentalisme brésilien, et bien au delà. Les quotidiens, les hebdomadaires, n'ont plus le même impact aujourd'hui. WhatsApp et les réseaux sociaux, ont été les supports privilégiés par Jair Bolsonaro, pour diffuser messages et fausses informations. Mais les médias traditionnels restent dans les mêmes mains et gardent une capacité complémentaire non négligeable d'influence. Les auteurs d'un ouvrage collectif en ont mesuré l'incidence dans le déroulé du coup d'État parlementaire ayant écarté la présidente élue, Dilma Rousseff, en 2016⁵².

50. E. Rizzo de Oliveira, *El aparato militar ; papel tutelar en la Nueva República* in « Brasil, el papel tutelar de las fuerzas armadas », Cuaderno del Centro de Estudios Estratégico del Uruguay/CEEU, 1987, p. 17.

51. M. Franco, « UPP, A redução da favela a três letras, Uma análise da política de segurança pública do estado do Rio de Janeiro », São Paulo, N-1 Edições, 2018

52. M. Gonçalves, coord., « Enciclopedia do Golpe, O papel da Midia », Bauru-São Paulo, Canal6 editora, 2018.



Avant-hier l'Eglise catholique, avec le culte de la vierge locale, Nossa Senhora Aparecida, et celui des saints nationaux, hier les prophètes, comme Antônio Vicente Mendes Maciel, dit Antônio Conselheiro, exerçaient une tutelle puissante sur les cerveaux populaires. Les religions chrétiennes nouvelles, évangélistes, progressent. 15,4% des Brésiliens se définissaient « évangélistes » en 2000 et il seraient 29% en 2016. Ces religions avancent en nombre, mais aussi en moyens, avec l'extension exponentielle du nombre de lieux de culte, des instruments virtuels comme des chaines de télévision et des réseaux sociaux. Elles maillent le territoire, en particulier les quartiers populaires. Les néo-pentecôtistes ont, à partir de leurs acquis missionnaires, créé des partis politiques, le PSC dès 1985, et le PRB en 2003. Au parlement, ils défendent, au sein d'un intergroupe évangéliste, les valeurs de la famille. Et critiquent de façon préférentielle le PT, considéré comme hostile à la famille nucléaire, et corrompu. Ils ont trouvé là le fondement d'alliances durables avec les formations des droites, opportunément ralliées à cette forme de moralisme⁵³. Toutes choses ayant prospéré dans les années Bolsonaro, et qui gardent donc une emprise sociale élevée, en particulier sur les plus pauvres.

OCTOBRE 2022 EN OMBRES ET LUMIÈRES DÉMOCRATIQUES

La consultation, dans le contexte décrit supra, est tout aussi incertaine que l'avenir de la démocratie. Les élections vont-elles bien avoir lieu à la date prévue ? Le changement de président, la rupture avec la démocratie Potemkine et de marché, défendu par les gauches, vont-ils imposer leur urgente nécessité ? Les droites partisanes, comme sociales, ont-elles une feuille de route bien établie, Comment tout changer, sans que rien de fondamental ne change ? Tel est le dilemme rappelant celui du personnage aristocratique du roman de Giuseppe Tomasi di Lampedusa, le Prince de Salina, « Le Guépard », posé à ceux qui à droite, peuvent faire pencher le fléau électoral du côté de la démocratie.

La démocratie est pour certains, à gauche, en risque⁵⁴. Elle commandait la construction de larges alliances. Luis Inácio Lula da Silva a fait un pas dans cette direction en prenant comme vice-président potentiel, Geraldo Alckmin, qui a été son adversaire de droite en 2006. À gauche d'autres voix critiquent cette démarche, de consensus très large, baptisée « lulisme » par André Singer⁵⁵. Couplant réforme graduelle et pacte conservateur, elle aurait, selon eux, conduit le PT dans l'impasse. Ils privilégièrent les accords entre voisins idéologiques. En refusant le conflit avec l'établissement économique et financier, Lula et le PT, auraient privilégié de 2003

53. A. Dip, « Em nome de quem, A bancada evangélica e seu projeto de poder », Rio de Janeiro, Civilização brasileira, 2018.

54. Ouvrage collectif, « Democracia em risco, 22 ensaios sobre o Brasil hoje », São Paulo, Companhia das Letras, 2019.

55. A. Singer, « Os sentidos do lulismo, reforma gradual e pacto conservador », São Paulo, Companhia das Letras, 2012.



à 2016, « l'inclusion par la consommation » (...) Le récit luliste consistant à dire aux masses populaires « Enrichissez-vous (...) sans toucher aux priviléges des plus riches (...) » a montré ses limites. Lorsque la crise a atteint le Brésil en 2013, (...) il s'est (alors) effondré »⁵⁶.

Ce qu'une conjoncture exceptionnelle avait permis, une répartition concertée des retombées financières de biens primaires exportés aux cours exceptionnellement élevés achetés par la Chine, peut-il se répéter ? Les courants critiques du PT ne le pensent pas. Pas plus que beaucoup de ses alliés. Roberto Amaral, par exemple, ministre des sciences et de la technologie, ex-président du PSB, a tiré une sonnette d'alarme le 1^{er} juillet 2022, « attention aux jours difficiles »⁵⁷. Sauf à accepter de mettre beaucoup d'eau libérale dans le vin progressiste. Comme l'a fait Dilma Rousseff en 2014. Mais cette expérience, s'était achevée achevée par le lâchage de l'allié du PT, le MDB, et la destitution en 2016 de la Présidente. Le PT pourrait-il alors défendre avec quelque chance de succès une ligne plus audacieuse socialement ? Pourrait-il affronter les forces du « centre » et des droites opportunistes ? C'est difficile à imaginer. Le PT n'occupe plus les rues, et n'est plus aussi présent dans les « quartiers », quadrillés par les pentecôtistes. Après son accession au pouvoir en 2003, il a perdu ses points de repère et s'est, selon la scientiste politique Marie-Hélène de Sá Vilas Boas, « normalisé »⁵⁸. Le 21 juin 2022, utilisant un raccourci technologique, une plate-forme digitale rassemblant les gauches, – PT, PSB, PCdoB, PV, PSOL, REDE, SOLIDARIEDADE –, a été constituée pour tenter de renouer un lien avec la population⁵⁹.

Les détenteurs du pouvoir économique et médiatique, cherchent à écarter Jair Bolsonaro, considéré comme un facteur croissant de désordre, sans pour autant se résoudre à soutenir une candidature Lula. Représentatif des chefs d'État « bouffons »⁶⁰, Jair Bolsonaro, est, selon la définition donnée par le sociologue français, Christian Salmon, un « grotesque politique, en décalage entre le pouvoir et la qualification » que l'on attend de lui⁶¹. Il n'est plus l'option privilégiée par l'établissement économique, financier brésilien. Ses critiques contre le communisme chinois, pour prendre un exemple, avaient été acceptées par l'établissement économique comme propos de campagne en 2018. Reprises après son entrée en fonction par l'un de ses fils, alors que Pékin est le premier partenaire commercial du Brésil, elles avaient été jugées tout à fait déplacées⁶². Le *Jornal do Brasil*, a publié le 28

56. R. Pinheiro Machado, Le déclin du PT, in Autres Brésils, 11 juin 2015, traduction de Carta Capital du 20 mai 2015.

57. R. Amaral, Dias difíceis virão, Carta Capital.

58. M-H. de Sa Vilas Boas, Le parti des travailleurs sous les gouvernements Lula, entre « normalisation » et réaffirmation de l'identité partisane, Problèmes d'Amérique latine, n°78, automne 2010.

59. La plateforme, <https://www.programajuntospelobrasil.com.br>

60. C. Salmon, « La tyrannie des bouffons », Paris, LLL, 2020.

61. Op. cité note 19, p. 39.

62. Voir par exemple, A. Vargas, Grotescos no poder, Istoé, n°2606, 11 décembre 2019, pp. 24/29.



mars 2021, un article, documenté, intitulé « Les chefs d'entreprise estiment nécessaires de "contrôler" le président⁶³ ». Pour autant ils envisagent mal la répétition des compromis de 2003 avec Lula. La conjoncture économique ne permet plus, selon eux, d'envisager des concessions sociales ambitieuses. Sauf si Lula et ses alliés consentaient à réduire leurs ambitions démocratiques au domaine de la politique. L'insertion des partis de droite dans le périmètre majoritaire, serait alors possible. 1 200 chefs d'entreprise, adhérents de La Confédération Nationale de l'Industrie, (CNI), ont auditionné les candidats, le 30 juin 2022, à Brasilia et Lula a été critiqué, en son absence. Les candidats MDB (Simone Tebet) et PDT (Ciro Gomes), ont été écoutés, Jair Bolsonaro a été ovationné⁶⁴. Un facteur additionnel, potentiellement déstabilisateur accroît les marges d'incertitude électorales, une conjoncture économique très différente de celle ayant accompagné la première victoire de Luis Inácio Lula da Silva. Le fonds de l'air économique est mouvant, imprévisible. La crise sanitaire, la guerre en Europe, pèsent sur l'avenir et réduisent les marges de manœuvre des gouvernements.

Les jeux politiques à quelques mois du rendez-vous électoral restaient confus et d'une grande élasticité partisane. L'alliance de circonstance entre partisans d'un rétablissement de l'ordre démocratique, embrassant un éventail de forces allant de la gauche radicale à la droite « république », privilégiée par Luis Inacio Lula da Silva, est-elle de nature à convaincre les forces détentrices des leviers économiques et financiers ? Lula, le PT peuvent-ils, pour l'emporter, laisser, provisoirement, de côté, les perspectives d'alternances sociales ambitieuses portées par des coalitions idéologiquement cohérentes ? Les détenteurs de la finance et de l'économie, comme les gauches peinent à définir une stratégie cohérente. Le « Centre », conglomérat de partis politiques, cherchant à perpétuer leur influence, ouverts à tous les amalgames, élargit l'éventail des possibles. Les partisans de Bolsonaro, soutenus par les Forces Armées et les pentecôtistes, restaient prêts à toutes les aventures. Circonstances de nature à nourrir les hypothèses de contestations violentes et « spontanées », quel que soit le résultat. Comme celles qui annonçaient en 2013⁶⁵ la chute de la « Maison PT », et ont conduit en 2016 à un coup d'État parlementaire contre la présidente élue. D'autres pays latino-américains ont connu des émotions sociales de ce type, au Chili, en Colombie, en Équateur par exemple, indépendantes de la couleur politique des autorités élues et en place⁶⁶.

Il reste au final une vérité, indifférente au résultat, au vainqueur de la consultation d'octobre 2022. « La crise de la souveraineté étatique, dans sa

63. Jornal do Brasil, 28 mars 2021. <https://www.jb.com.BR/pais/politica2021/03>

64. A. Matos, Bolsonaro é aplaudido de pé em evento com empresários ; Ciro e Tebet nao empolgam, Carta Capital, 20 juin 2022.

65. Sur les enseignements des évènements de 2013, voir le dossier publié par les Temps modernes, « Brésil 2013, l'année qui ne s'achève pas », n°878, avril-mai-juin 2014.

66. Voir J.-J. Kourliandsky, « Progressisme et démocratie en Amérique latine, 2000-2021, Paris, Fondation Jean Jaurès-l'aube, 2022 ».



variante brésilienne, a, comme en d'autres latitudes, mais sans doute avec un souffle plus puissant, « désarticulé le couple que constituait le pouvoir et son dispositif de représentation⁶⁷ ».

Encadré : Les 12 candidats déclarés le 30 juin 2022

+Trois têtes de sondages

Luis Inacio Lula da Silva : PT (parti des travailleurs)

Jair Bolsonaro : PL (parti libéral)

Ciro Gomes : PDT (parti travailliste brésilien)

+Autres candidats, à droite

Simone Tebet : MDB (mouvement démocratique brésilien)

José María Eymael : DC (démocratie chrétienne)

Pablo Marçal : PROS (parti républicain de l'ordre social)

André Janones : Avante (=parti travailliste)

Felipe d'Avila : Novo (parti nouveau)

Luciano Bivar : União Brasil

+ Autres candidats, à gauche

Vera Lucia : PSTU (parti socialiste des travailleurs unifié)

Sofia Manzano : PCB (parti communiste brésilien)

Leonardo Pericles : Unidade Popular

67. In C. Salmon op. cité p. 208.

